



**MAINTENANCE ET SUIVI D'UN FAUTEUIL DYNAMIQUE DE
RÉALITÉ VIRTUELLE POUR LA CCI SEINE-ET-MARNE**

N° 2025/MAPA/06

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

C.C.P

Le présent document comprend 28 pages.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – POUVOIR ADJUDICATEUR	3
ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 3 – FORME.....	3
ARTICLE 4 – DURÉE – RECONDUCTION	3
ARTICLE 5 – MARCHÉS DE PRESTATIONS SIMILAIRES	4
ARTICLE 6 – DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	4
ARTICLE 7 – REPRÉSENTATION DU TITULAIRE ET MODIFICATIONS DE LA SITUATION JURIDIQUE OU ÉCONOMIQUE	5
ARTICLE 8 – GROUPEMENT D'OPÉRATEURS	5
ARTICLE 9 – SOUS-TRAITANCE	6
ARTICLE 10 – COMMUNICATION DU BILAN DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE POUR LES PERSONNES MORALES SOUMISES À L'ARTICLE L229-25 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT.....	7
ARTICLE 11 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES : MAINTENANCE ET SUIVI D'UN FAUTEUIL DYNAMIQUE DE RÉALITÉ VIRTUELLE.....	8
ARTICLE 12 – CONNAISSANCE DES MATÉRIELS	10
ARTICLE 13 – GESTION DES DÉCHETS.....	10
ARTICLE 14 – PERSONNEL D'INTERVENTION	11
ARTICLE 15 – MODALITÉS D'EXÉCUTION DES BONS DE COMMANDE	12
ARTICLE 16 – PROLONGATION DES DÉLAIS D'EXÉCUTION	12
ARTICLE 17 – OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION.....	13
ARTICLE 18 – PRIX	13
ARTICLE 19 – RÈGLEMENT.....	15
ARTICLE 20 – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	17
ARTICLE 21 – RESPONSABILITÉ – ASSURANCES	18
ARTICLE 22 – FORCE MAJEURE	18
ARTICLE 23 – PÉNALITÉS	19
ARTICLE 24 – EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES	20
ARTICLE 25 – RÉŞILIATION	21
ARTICLE 26 – DISPOSITIONS RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	22
ARTICLE 27 – CLAUSE DE RÉEXAMEN	23
ARTICLE 28 – CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL.....	23
ARTICLE 29 – DIFFÉRENDS.....	24
ARTICLE 30 – DÉROGATIONS AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES DES MARCHÉS PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES	24
ANNEXE – PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	25

ARTICLE 1 – POUVOIR ADJUDICATEUR

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE SEINE-ET-MARNE
(*Ci-après dénommée « CCI Seine-et-Marne »*)
1 avenue Johannes Gutenberg – Serris
CS 70045
77776 Marne-la-Vallée cedex 4
Représenté par M. Jean-Charles HERRENSCHMIDT, Président

ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet les prestations de maintenance et de suivi d'un fauteuil dynamique de réalité virtuelle installé sur le site du siège de la CCI Seine-et-Marne à Serris (77).

Lors de la notification du marché, la CCI Seine-et-Marne communique au titulaire le nom et les coordonnées du service chargé du suivi de l'exécution des prestations.

ARTICLE 3 – FORME

Le présent marché est composé d'un lot unique.
Il est conclu à prix mixte et comprend :

- 1) Les prestations traitées à prix global et forfaitaire en application de l'article 5.1 de l'acte d'engagement : prestations de maintenance préventive et de suivi de l'équipement, remplacement des pièces d'un prix unitaire inférieur à 150 euros HT, licence d'utilisation et mises à jour du logiciel, maintien des contenus vidéos passifs, assistance technique ;
- 2) Les prestations traitées en application de l'annexe 2 à l'acte d'engagement – Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U) et réalisées à la suite de l'émission de bons de commande selon la survenance des besoins : prestations ponctuelles de dépannage et remplacement des pièces non compris dans le forfait, formation et accompagnement à l'utilisation de l'équipement.
Au titre de ces prestations sur bons de commande, le marché est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum annuel fixé à 5 000 euros HT.

ARTICLE 4 – DURÉE – RECONDUCTION

Le présent marché est conclu pour une durée de 12 mois à compter du 30 novembre 2025 ou à compter de la date de sa notification si celle-ci est postérieure.

Il peut être reconduit tacitement trois fois pour la même durée, sauf décision contraire notifiée par la CCI Seine-et-Marne 3 mois au plus tard avant la date anniversaire du marché.

Conformément à l'article R2112-4 du code de la commande publique, le titulaire ne peut pas s'opposer à la reconduction du marché.

La non-reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

Le marché est reconduit sous réserve que le titulaire fournisse les documents exigés aux articles D8222-5 et D8254-2 du code du travail (s'il est établi en France) ou D8222-7 et D8254-3 (s'il est établi à l'étranger).

Dispositif de vigilance – lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire s'engage à fournir, tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution, les attestations et documents exigés aux articles D8222-5 et D8254-2 du code du travail (s'il est établi en France) ou D8222-7 et D8254-3 (s'il est établi à l'étranger).

Les attestations et documents sont déposés par le titulaire sur la plate-forme mise à disposition, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>
Sous peine de résiliation, les attestations et documents sont transmis dans un délai de 15 jours à compter de la demande de la CCI de Seine-et-Marne.

ARTICLE 5 – MARCHÉS DE PRESTATIONS SIMILAIRES

En application de l'article R2122-7 du code de la commande publique, la réalisation de prestations similaires peut être confiée au titulaire au moyen d'un ou de plusieurs marchés négociés ultérieurement, sans publicité ni mise en concurrence préalables.

La durée pendant laquelle ce(s) marchés peut (peuvent) être conclu(s) ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

ARTICLE 6 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services, le présent marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous dont seul l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait foi. Leurs stipulations s'appliquent de manière cumulative et, en cas de contradiction entre elles, prévalent selon l'ordre de priorité décroissant suivant :

a) Documents particuliers

1. L'acte d'engagement daté et signé par le représentant habilité de chaque partie (incluant l'annexe 1 – Demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement)
2. L'annexe 2 à l'acte d'engagement – Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U)
3. Le présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P)
4. L'annexe au C.C.P : Fiche technique
5. Les éventuels actes de sous-traitance et actes modificatifs postérieurs à la notification du marché
6. Le mémoire technique des dispositions prises par le titulaire pour l'exécution des prestations, lorsque celles-ci ne sont pas contraires aux précédents documents
7. Les bons de commandes et ordres de service émis postérieurement à la notification du marché au titre de son exécution

b) Document général

Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG/FCS), approuvé par arrêté du 30 mars 2021, dans sa dernière version en vigueur et lorsqu'il n'y est pas fait expressément dérogation par les documents particuliers

Ce document est réputé connu du titulaire, bien qu'il ne soit pas matériellement annexé au présent marché.

Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus formalise l'intégralité des obligations des parties.

Ces dispositions prévalent sur les documents échangés entre la CCI Seine-et-Marne et le titulaire préalablement à la signature du marché.

En particulier, sauf accord express de la CCI Seine-et-Marne, aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents du titulaire n'a de valeur contractuelle, telles que (non exhaustif) : conditions d'achat et de vente, mentions figurant sur les factures, etc.

Aussi, le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance des lois, réglementations, normes et, de manière générale, de tout texte intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

ARTICLE 7 – REPRÉSENTATION DU TITULAIRE ET MODIFICATIONS DE LA SITUATION JURIDIQUE OU ÉCONOMIQUE

En application de l'article 3.4 du CCAG/FCS, dès la notification du présent marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au pouvoir adjudicateur et dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire notifie sans délai au pouvoir adjudicateur toute modification survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapporte :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- A sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- A son adresse ou à son siège social ;
- A ses coordonnées bancaires ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- Toute modification concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

ARTICLE 8 – GROUPEMENT D'OPÉRATEURS

En application de l'article 3.5 du CCAG/FCS, le membre du groupement désigné comme mandataire représente l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du présent marché.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du pouvoir adjudicateur jusqu'à la date à laquelle ses obligations prennent fin.

En cas de groupement solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance des chacun des autres membres du groupement.

La forme du groupement et la répartition des prestations sont précisées dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 9 – SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est régie en application des articles L2193-1 à L2193-14 et R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique. Conformément à l'article L2193-2, la sous-traitance de la totalité de l'exécution des prestations objet du présent marché est interdite.

En application de l'article 3.6 du CCAG/FCS, le titulaire qui envisage de sous-traiter une partie du marché demande au pouvoir adjudicateur d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement.

La demande doit préciser la répartition du montant des prestations faisant l'objet de la demande.

La demande d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement est transmise dans le projet de déclaration de sous-traitance – Formulaire DC4 « Déclaration de sous-traitance »¹, accompagné de l'ensemble des attestations, déclarations et renseignements justifiant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant :

- ✓ Le formulaire DC2 « Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement »¹, dûment complété et signé par le représentant habilité du sous-traitant et accompagné des certificats qui y sont mentionnés
- ✓ L'attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions émanant de l'organisme chargé de leur recouvrement et datant de moins de 6 mois
- ✓ L'attestation de souscription des déclarations fiscales et de paiement de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés ainsi que de la taxe sur la valeur ajoutée, émanant des services fiscaux
- ✓ Une déclaration sur l'honneur signée justifiant que le sous-traitant n'entre dans aucun cas d'exclusion mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique
- ✓ L'attestation d'assurance en cours de validité établissant l'étendue de la responsabilité garantie
- ✓ La liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L5221-2 du code du travail, le cas échéant.
- ✓ Un document mentionnant le numéro SIREN du sous-traitant ;
- ✓ Une présentation détaillée des capacités du sous-traitant :
 - Capacités professionnelles : présentation des prestations équivalentes réalisées au cours des trois dernières années (références) ;
 - Capacités techniques : moyens humains et moyens techniques que le sous-traitant dispose pour l'exécution de marchés équivalents ;

¹ Les formulaires sont disponibles à l'adresse <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>

- Capacités financières : chiffre d'affaires réalisé par le sous-traitant au cours des trois derniers exercices.

Dès réception de la notification de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, le titulaire du marché fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure responsable de l'exécution de la totalité du marché.

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses modifications éventuelles au pouvoir adjudicateur lorsque celui-ci en fait la demande.

A défaut, il encourt une pénalité dans les conditions définies à l'article 3.6.3 du CCAG/FCS.

En outre, le marché peut être résilié pour faute du titulaire :

- En cas de recours à un sous-traitant qui n'aurait pas été préalablement agréé ;
- Si le titulaire a fourni, en connaissance de cause, des renseignements inexacts à l'appui de la demande de sous-traitance.

ARTICLE 10 – COMMUNICATION DU BILAN DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE POUR LES PERSONNES MORALES SOUMISES À L'ARTICLE L229-25 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

La mesure 7.3 de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 portant engagements pour la transformation écologique de l'Etat vise à ce que 100% des marchés publics de l'Etat, des établissements publics et opérateurs comportent une clause garantissant l'application de l'article L229-25 du code de l'environnement et du décret n° 2022-982 du 1^{er} juillet 2022 relatif au bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES).

Dans ce cadre, le pouvoir adjudicateur vérifie le respect, lorsque le titulaire du marché y est soumis, de l'obligation d'établir et de publier un BEGES et le plan de transition pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre présentant les objectifs, moyens et actions envisagés à cette fin et, le cas échéant, les actions mises en œuvre lors du précédent bilan.

Il n'est pas attendu du pouvoir adjudicateur qu'il analyse le contenu du BEGES et de son plan de transition associé.

Si le titulaire du présent marché est une personne morale de droit privé employant plus de cinq cents personnes, soumis en conséquence à l'article L229-25 du code de l'environnement, il transmet au pouvoir adjudicateur son BEGES et le plan de transition associé dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent marché.

Lorsque le BEGES arrive à échéance au cours de l'exécution du marché, le nouveau BEGES et son plan de transition associé est transmis par le titulaire, au plus tard 6 mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit être réalisée sur le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

ARTICLE 11 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES : MAINTENANCE ET SUIVI D'UN FAUTEUIL DYNAMIQUE DE RÉALITÉ VIRTUELLE

11.1. – CARACTERISTIQUES DE L'EQUIPEMENT

OPTIMA REALITY Siège Dynamique OptiOne 1 place

Structure :	cadre tubulaire
Poids :	+/- 200 kg
Hauteur min/max :	1 500 / 1 890 mm
Largeur :	930 mm
Longueur :	1 730 mm
Voltage :	220 v mono ph
Ampérage :	3A
Vidéo / son :	casque VR
Nombre d'axes :	6
Débattements angulaires :	x', y', z' : 40°
Débattements linéaires :	x, y, z : 280 mm
Accélération :	2G
Vitesse maximale :	600 mm/s
Temps de réponse :	320 ms
Accessoire :	1 écran de rappel

11.2. – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

11.2.1. – Prestations forfaitaires

1) Maintenance préventive

Les prestations de maintenance préventive ont pour but de réduire les risques de panne et de maintenir les performances de l'équipement, en vue d'assurer une utilisation optimale et sûre, conformément aux recommandations du fabricant. Elles incluent la mise à jour destinée à corriger des erreurs de fonctionnement ou à adapter la solution.

Le titulaire du présent marché précise ses recommandations de maintenance en termes de délai et de procédure, notamment le remplacement éventuel de pièces d'usure : nomenclature des pièces, gammes de maintenance et de contrôle rédigées en français.

En outre, il fournit un guide de prise en main de l'équipement à destination du service référent.

Les prestations sont réalisées du lundi au vendredi de 9h00 à 17h00, selon la périodicité suivante :

1 visite annuelle de maintenance préventive et de contrôle

La date de chaque visite est définie d'un commun accord entre le titulaire et le service chargé du suivi de l'exécution des prestations.

En cas d'imprévu, chaque partie s'engage à informer l'autre 2 jours ouvrés avant la date initialement convenue et de programmer une nouvelle visite dans les meilleurs délais.

Lors de chaque visite de maintenance préventive et de contrôle, le titulaire procède à **minima** aux opérations suivantes :

- Mise hors tension des appareils
- Vérification de l'état général de l'installation et son nettoyage

- Evaluation des performances générales de chaque matériel
- Application de la procédure prévue dans son manuel technique – réglages, mesures, essais de sécurité, contrôle qualité, ...
- Correction des défauts éventuels (logiciels, matériels, installation)
- Remplacement des pièces compris dans le forfait (pièces d'un prix unitaire inférieur à 150 euros HT)
- Mise à jour de la documentation technique à disposition des utilisateurs
- Transfert de compétences et rappel des consignes d'utilisation du matériel et logiciel
- Fourniture et mise à jour du guide de prise en main

S'il constate que des opérations supplémentaires s'avèrent nécessaires, le titulaire le notifie dans son rapport et informe la CCI Seine-et-Marne de ses recommandations. Le titulaire ne peut procéder à des opérations de cette nature sans l'accord express et préalable de la CCI Seine-et-Marne.

Toutefois, dans le cas où la sécurité des personnes serait menacée, le titulaire prend les mesures d'urgence qui s'imposent et informe immédiatement la CCI Seine-et-Marne.

2) Suivi et assistance

Les prestations de suivi comprennent :

- La licence d'utilisation au(x) logiciel(s) associé(s) à l'équipement existant ;
- Le suivi et les mises à jour du(des) logiciel(s) ;
- Le maintien des contenus vidéos passifs adaptés aux mouvements du fauteuil ;
- L'intégration de nouveaux contenus vidéo de découverte des métiers au format 360°

En dehors des visites programmées, le titulaire met en place une assistance téléphonique pouvant être contactée aux jours et heures ouvrées, du lundi au samedi de 9h00 à 17h00.

L'ensemble des prestations – licence, mises à jour, contenus vidéo, assistance – est inclus dans le forfait annuel.

11.2.2. – Prestations ponctuelles

1) Dépannage

Les prestations de dépannage ont pour objet la remise en état de fonctionnement des matériels et/ou logiciels à la suite d'une défaillance.

Dans le cas d'une **panne mineure** n'empêchant pas l'utilisation de l'équipement et des logiciels associés, le titulaire s'engage à intervenir, le cas échéant par assistance téléphonique ou à faire intervenir un technicien sur site, dans un **délai de 5 jours** à compter de la réception de la demande d'intervention.

En cas de **panne majeure** rendant impossible l'utilisation de l'équipement ou des logiciels associés, le titulaire s'engage à intervenir, le cas échéant par assistance téléphonique ou à faire intervenir un technicien sur site, dans un **délai de 48 heures** à compter de la réception de la demande d'intervention.

En cas de remplacement, les pièces de rechange doivent être conformes aux pièces d'origine ou équivalentes.

Dans tous les cas, le titulaire garantit la compatibilité de l'ensemble des consommables, pièces, matériels fournis, entre eux et avec l'équipement existant, et leur conformité aux normes en vigueur.

2) Formation et appui technique

En outre, le titulaire peut être sollicité pour la réalisation de prestations telles que (non exhaustif) :

- Formation collective sur site pour un groupe de 5 personnes (référents) ;
- Appui technique à l'occasion d'évènements publics sur le site de la CCI Seine-et-Marne, ...

Ces prestations peuvent être réalisées du lundi au samedi.

11.2.3. – Rapport d'intervention

A l'issue de chaque intervention de maintenance et de dépannage, le titulaire établit un rapport qu'il transmet au service chargé du suivi de l'exécution des prestations dans un délai de 5 jours.

Ce rapport est transmis sous format numérique, par courrier électronique ou au moyen d'un portail de suivi des interventions mis à disposition gratuitement par le titulaire

Chaque rapport d'intervention comporte au minimum les informations suivantes :

- Identification de l'équipement (type, numéro)
- Date et heure de début d'intervention
- Date et heure de fin d'intervention
- Nom du technicien
- Relevé des opérations effectuées pour chaque matériel
- Résultats constatés pour chaque matériel
- Relevé des incidents de fonctionnement
- Statut de l'équipement à l'issue de l'intervention
- Origine et diagnostic de la panne
- Désignation des pièces remplacées
- Recommandation d'opérations supplémentaires, le cas échéant (devis)
- Attestation de visite signée par le service en charge du suivi de l'exécution des prestations

ARTICLE 12 – CONNAISSANCE DES MATÉRIELS

Le titulaire du présent marché est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble des sujétions techniques au cours de la consultation.

En conséquence, il renonce à faire état de difficultés provenant des matériels, de l'installation et de la configuration des locaux qui l'empêcheraient d'assurer tout ou partie des prestations attendues.

ARTICLE 13 – GESTION DES DÉCHETS

En application de l'article 20 du CCAG/FCS, la qualité des emballages est de la responsabilité du titulaire du présent marché.

Le titulaire utilise des contenants réutilisables, recyclés, recyclables ou réemployés et il veille, dans la mesure du possible, à en réduire les quantités en volume et en poids.

Les emballages restent la propriété du titulaire qui les collecte en vue de leur recyclage ou de leur réutilisation.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché.

Il veille à ce que soient effectuées les opérations de collecte, de transport, d'entreposage, de tris éventuels et d'évacuation des déchets créés par les prestations vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande du pouvoir adjudicateur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets (bordereaux de suivi des déchets), conforme aux exigences réglementaires notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

En cas d'évolution de la réglementation, le titulaire est tenu de se conformer aux nouvelles obligations et d'informer le pouvoir adjudicateur des modalités de mise en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché.

En cas d'absence de production des justificatifs et informations, le titulaire encoure, après mise en demeure restée infructueuse, la pénalité prévue au présent C.C.P.

ARTICLE 14 – PERSONNEL D'INTERVENTION

Le titulaire du présent marché a désigné dans son offre le(s) responsable(s) de la conduite et de l'exécution des prestations. Ces responsables sont seuls habilités à dialoguer avec les représentants du pouvoir adjudicateur.

En cas d'absence prolongée du (des) responsable(s) désigné(s), le titulaire informe le service chargé du suivi de l'exécution des prestations et désigne un remplaçant dans un délai de 30 jours.

Le titulaire a l'entière responsabilité de la définition des tâches, de l'organisation et de la qualification du personnel. Il est responsable du maintien de l'effectif et du niveau de qualification du personnel affecté à l'exécution des prestations.

Les préposés du titulaire et de ses éventuels sous-traitants chargés de l'exécution des prestations sont dûment qualifiés à cet effet, autant en ce qui concerne les compétences techniques qu'en matière de sécurité relative à la nature de leurs interventions.

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France, conformément aux dispositions législatives ou réglementaires, aux traités ou accords internationaux en vigueur.

Le personnel chargé de l'exécution des prestations est équipé d'un vêtement de travail permettant d'identifier l'entreprise pour laquelle il intervient.

Le personnel du titulaire et de ses éventuels sous-traitants sont tenus de respecter le règlement intérieur de l'établissement.

Les dispositions de l'article 5.1 du CCAG/FCS relatives aux obligations de confidentialité sont applicables. Le non-respect de ces dispositions peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

En cas de mauvaise exécution liée à tout ou partie de l'équipe mise en place par le titulaire ou ses éventuels sous-traitants, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander le remplacement de tout personnel intervenant.

ARTICLE 15 – MODALITÉS D'EXÉCUTION DES BONS DE COMMANDE

Les prestations exécutées par l'émission de bons de commande sont passées conformément aux dispositions ci-dessous.

L'émission des bons de commande peut uniquement intervenir pendant la durée de validité du présent marché.

La durée d'exécution des bons de commande ne peut excéder de plus de 3 mois le terme du marché.

Chaque bon de commande donne lieu à l'émission d'une facture distincte de la part du titulaire.

15.1. – EMISSION DES BONS DE COMMANDE

Les personnes habilitées à signer les bons de commande sont :

- Le Président de la CCI Seine-et-Marne ou ses délégataires
- Le Directeur Général de la CCI Seine-et-Marne
- Le Directeur Développement commercial de la CCI Seine-et-Marne

Le titulaire du marché est avisé des modifications éventuelles par tout moyen en application de l'article 3.1 du CCAG/FCS.

15.2. – CONTENU ET TRANSMISSION DES BONS DE COMMANDE

Chaque bon de commande comprend au minimum les renseignements et informations suivantes :

- Les références du présent marché : numéro et intitulé
- L'adresse du lieu d'exécution des prestations
- L'objet du bon de commande : description des prestations et quantités
- Le délai d'exécution
- Les conditions particulières d'exécution, le cas échéant
- Le prix unitaire HT
- Le montant total HT
- Le taux et le montant de TVA
- Le montant total TTC

Les bons de commande sont transmis par courrier électronique avec accusé de réception.

15.3. – DELAI D'OBSERVATION DU TITULAIRE

En application de l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, le titulaire du marché notifie ses observations dans un délai de 15 jours à compter de la réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

ARTICLE 16 – PROLONGATION DES DÉLAIS D'EXÉCUTION

Toute modification relative aux délais d'exécution ne peut intervenir qu'après l'accord express de la CCI Seine-et-Marne, notifié au titulaire du présent marché avant la date initialement prévue pour la réalisation de la prestation. Aucune demande de prolongation ne peut être présentée pour des événements survenus

après l'expiration du délai contractuel.

S'il est dans l'incapacité d'exécuter une prestation, le titulaire informe immédiatement par écrit le service chargé du suivi de l'exécution des prestations et expose les motifs faisant obstacle à la réalisation de la prestation dans le délai contractuel.

Le titulaire signale les causes faisant obstacle à l'exécution de la prestation et formule dans le même temps une demande de prolongation du délai d'exécution précisant la durée de la prolongation demandée.

Le délai prolongé produit les mêmes effets que le délai initialement prévu.

ARTICLE 17 – OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION

Les opérations de vérification sont réalisées en application des dispositions des articles 27 à 30 du CCAG/FCS.

Il est rappelé que l'admission est l'acte par lequel la CCI Seine-et-Marne accepte les prestations au regard des spécifications du C.C.P, normes, règles techniques en vigueur et prescriptions des fabricants.

A l'issue des opérations de vérification quantitative, si la quantité fournie ou les prestations ne sont pas conformes aux stipulations du présent marché, la CCI Seine-et-Marne peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit :

- Soit, de reprendre l'excédent fourni ;
- Soit, de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitative.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, la CCI Seine-et-Marne prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG/FCS.

ARTICLE 18 – PRIX

Les prix fixés dans l'acte d'engagement et son annexe sont établis pour la durée initiale du présent marché.

En cas de reconduction, les prix sont maintenus sous réserve des dispositions ci-après relatives à la variation des prix.

18.1. – PRESTATIONS A PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE

Le prix global et forfaitaire inscrit dans l'acte d'engagement est réputé comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais afférents et autres dépenses nécessaires ainsi que toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les fournitures, matériels et prestations.

Notamment, les frais de déplacement sont compris dans le prix global et forfaitaire.

Il est rappelé que le remplacement des pièces d'un prix unitaire inférieur à 150 euros HT est compris dans le prix global et forfaitaire du marché.

18.2. – PRESTATIONS A PRIX UNITAIRES

Les prix unitaires sont déterminés en application de l'annexe 2 à l'acte d'engagement – Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U), ou sur devis pour les prestations ne figurant pas au B.P.U.

Aucune fréquence ni quantité minimale ne peut être exigée par le titulaire, aucun frais supplémentaire ne peut être facturé pour des commandes qui seraient jugées de faible montant.

18.3. – MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois précédant la date limite de réception des offres, dit « mois zéro » (« M₀ »).

18.4. – REVISION

Les prix sont fermes pour la première année d'exécution du marché.

Les prix sont révisibles à chaque reconduction, à la demande du titulaire, selon les dispositions ci-dessous.

18.4.1. – Indice de référence

Indice mensuel du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges – Tous salariés – Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) – Identifiant 001565183, publié sur le site de l'INSEE et désigné « ICHT »

18.4.2. – Modalités

La révision est effectuée par application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times [0,125 + 0,875 \times (ICHT / ICHT_0)]$$

Dans laquelle :

P est le prix révisé

*P*₀ est le prix établi selon les conditions économiques du mois « M₀ » ou du mois de la dernière révision des prix

ICHT est la dernière valeur à la date de révision de l'indice de référence mentionné ci-dessus

*ICHT*₀ est la valeur de l'indice de référence, publiée au mois « M₀ » ou au mois de la dernière révision des prix

Le calcul de la révision est à la charge du titulaire qui transmet les justificatifs nécessaires pour examen par la CCI Seine-et-Marne.

Son omission lors d'une demande de paiement ne peut donner lieu à une quelconque régularisation ultérieure.

Si la valeur de l'indice n'est pas connue au moment de la révision, une révision des prix provisoire est établie sur la base de la dernière valeur connue de l'indice. La révision définitive intervient dès que la valeur définitive est connue.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

La révision des prix n'a pas à être constatée par un acte modificatif.

Les prix révisés entrent en vigueur à compter de la date de reconduction du marché. Ils s'appliquent aux prestations forfaitaires et aux commandes émises à compter de leur entrée en vigueur.

ARTICLE 19 – RÈGLEMENT

19.1. – PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Les prestations traitées à prix global et forfaitaire font l'objet d'un paiement, sur présentation d'une facture, selon les modalités ci-dessous.

- **Maintenance préventive : paiement à terme échu, sur présentation d'une facture annuelle, après l'admission des prestations (service fait)** à la suite des opérations de vérification mentionnées au présent C.C.P. En conséquence, chaque facture doit correspondre aux prestations réellement exécutées à la date d'établissement de celle-ci.
- **Suivi (licence et mises à jour, contenus vidéo) et assistance technique : paiement à terme à échoir, sur présentation d'une facture annuelle**

Outre les mentions légales, chaque facture doit comporter les mentions ci-après.

- Concernant les prestations traitées à prix global et forfaitaire :
 - Les références du présent marché : numéro et intitulé
 - La période concernée
 - L'objet des prestations
 - Le montant global et forfaitaire HT
 - Le taux et le montant de TVA
 - Le montant global et forfaitaire TTC
- Concernant les prestations traitées à prix unitaires, le titulaire transmet une facture correspondant aux prestations exécutées conformément à chaque bon de commande émis et comprenant :
 - Les références du présent marché : numéro et intitulé
 - Le numéro du (des) bon(s) de commande correspondant(s)
 - La description des prestations réalisées et les quantités facturées
 - Le prix unitaire HT
 - Le taux et le montant de TVA correspondant à chaque prestation
 - Le montant total HT
 - Le montant total TTC

Chaque facture relative aux prestations de maintenance et de dépannage doit être accompagnée de la copie du rapport d'intervention correspondant.

L'absence de transmission du rapport d'intervention entraîne le rejet de la facture.

Aussi, en cas de présentation non conforme, toute facture erronée ou incomplète est retournée au titulaire du marché et n'est prise en compte qu'après sa régularisation.

Tout retard de paiement qui pourrait s'ensuivre ne saurait donner lieu au paiement d'intérêts moratoires.

19.2. – FACTURATION ELECTRONIQUE

Chaque facture est transmise par voie dématérialisée sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante <https://chorus-pro.gouv.fr/>.

Les références Chorus Pro sont :

- Identifiant : N° SIRET 18770918300235 ;

- Numéro du présent marché pour les prestations traitées à prix global et forfaitaire ou numéro d'engagement (bon de commande) pour les prestations sur bons de commande.

19.3. – VERIFICATIONS ET PAIEMENT

19.3.1. – Acceptation du montant

La CCI Seine-et-Marne vérifie le montant indiqué sur la facture.

Les sommes indiquées sont éventuellement réduites compte tenu des montants dus par le titulaire au titre de réfections ou des pénalités prévues au présent C.C.P.

Le montant de la somme à régler est arrêté par la CCI Seine-et-Marne et notifié au titulaire, si la demande de paiement a été modifiée ou complétée comme indiqué précédemment.

Passé un délai de 30 jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé avoir accepté le montant modifié.

19.3.2. – Modalités de paiement en cas de désaccord

En cas de désaccord, le paiement est effectué sur la base provisoire des sommes admises par la CCI Seine-et-Marne, dans les conditions prévues à l'article 11.7.3 du CCAG/FCS et après déduction éventuelle des pénalités dues au titre du présent C.C.P.

19.4. – DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

En application des articles R2192-12 à R2192-14 du code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est fixé dans les conditions suivantes :

- A la date de réception de la demande de paiement lorsque celle-ci est postérieure à la date d'exécution des prestations ;
- A la date d'exécution des prestations lorsque celle-ci est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

La date de réception de la demande de paiement et la date de réalisation des prestations sont constatées par la CCI Seine-et-Marne.

En cas de litige, il appartient au titulaire du marché d'apporter la preuve de cette date.

Dans ce cadre, le paiement s'effectue dans les 30 jours maximum à compter de la date marquant le point de départ du délai global de paiement.

En cas de retard de paiement, le taux des intérêts moratoires applicable est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. En outre, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros est due lorsque les sommes au principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement.

19.5. – REGLEMENT EN CAS DE GROUPEMENT D'OPERATEURS ET EN CAS DE SOUS-TRAITANCE

Il est fait application des dispositions de l'article 12 du CCAG/FCS.

Les prestations exécutées par un sous-traitant dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur sont réglées dans les conditions définies aux articles L2193-10 à L2193-14 et R2193-10 à R2193-16 du code de la commande publique.

Le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire du marché, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date.

A défaut de validation du titulaire dans un délai de 15 jours, la demande de paiement du sous-traitant est considérée comme validée.

19.6. – NANTISSEMENT OU CESSIION DE CREANCE

Le présent marché ne peut faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, sans accord préalable expressément notifié par écrit par le pouvoir adjudicateur.

Sur demande du titulaire, le pouvoir adjudicateur transmet la copie de l'acte d'engagement portant la mention d'exemplaire unique pour être remise, au gré du titulaire, à l'établissement financier de son choix.

ARTICLE 20 – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

20.1. – CONNAISSANCES ANTERIEURES

La conclusion du présent marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures.

La CCI Seine-et-Marne et le titulaire conservent, chacun en ce qui les concerne, leurs droits propres dont ceux d'exploitation.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel, est seul responsable de l'analyse et du respect du régime juridique des connaissances antérieures qu'il intègre dans le cadre du marché.

Les connaissances antérieures, non mentionnées par le titulaire dans son offre ou au cours de l'exécution des prestations, sont traitées comme des résultats.

20.2. – UTILISATION DES RESULTATS

Les résultats sont cédés à titre non exclusif à la CCI Seine-et-Marne, de façon permanente ou temporaire, pour les besoins d'utilisation prévus à l'article 37.1 du CCAG/FCS.

Le prix de cette cession est forfaitairement compris dans les prix du marché, quelle que soit leur forme (prix global et forfaitaire ou prix unitaires). Le titulaire ne peut donc solliciter une rémunération complémentaire ou particulière du fait de cette cession.

20.3. – GARANTIE DES DROITS

En application de l'article 37.4.2 du CCAG/FCS, le titulaire garantit à la CCI Seine-et-Marne la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits cédés ou licenciés aux termes du marché.

S'agissant des logiciels non développés spécifiquement, les conditions de licence de l'éditeur sont rendues opposables par le titulaire qui est tenu de les porter à la connaissance de la CCI Seine-et-Marne.

20.4. – REGIME DES DONNEES

Les données intégrées ou générées dans le cadre du présent marché sont confidentielles et appartiennent exclusivement à la CCI Seine-et-Marne.

Le titulaire dispose d'un accès aux données aux seules fins de l'exécution du marché.

Le titulaire s'interdit d'en faire un quelconque usage, direct ou indirect, en dehors des prestations du marché, sauf autorisation préalable et expresse de la CCI Seine-et-Marne.

ARTICLE 21 – RESPONSABILITÉ – ASSURANCES

Le titulaire (ou mandataire en cas de groupement) assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations objet du présent marché.

En cas de non-exécution ou de mauvaise exécution (défaut d'entretien, mauvaise appréciation, ...), celui-ci est seul responsable des dommages causés directement à :

- Son personnel, au personnel du pouvoir adjudicateur ou à des tiers ;
- Ses biens, aux biens du pouvoir adjudicateur ou ceux de tiers, ainsi qu'aux biens mis à sa disposition.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG/FCS, le titulaire transmet, avant notification du présent marché, une attestation d'assurance établissant l'étendue des garanties souscrites au titre de sa responsabilité civile professionnelle en cas d'accident et de tout dommage causé à l'occasion de l'exécution des prestations. Celle-ci précise la nature des risques couverts et le montant des garanties souscrites.

Le titulaire est tenu d'informer, sans délai et par écrit, de toute modification relative aux garanties couvertes à ce titre.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire l'attestation dans un délai de 15 jours à compter de la demande.

Dans le cas où, après mise en demeure, le titulaire ne satisfait pas à cette demande, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché aux torts du titulaire.

ARTICLE 22 – FORCE MAJEURE

Aucune partie n'est responsable de la non-exécution partielle ou totale de ses obligations, provoquée par un événement constitutif d'un cas de force majeure au sens de l'article 1218 du code civil majeure : événement imprévisible, irrésistible et extérieur à la volonté de la partie qui en est victime.

En cas de force majeure dûment déclarée et justifiée, les obligations contractuelles des parties sont suspendues. Elles reprennent dès que les effets

de l'événement constituant un cas de force majeure ont cessé, selon des modalités de reprise décidées d'un commun accord entre les parties.

Le titulaire du présent marché notifie son impossibilité d'exercer la mission, dans un délai de 3 jours calendaires à compter de la survenance de l'événement. Dans tous les cas, il lui appartient de prendre toutes les mesures conservatoires.

La survenance d'un cas de force majeure n'entraîne pas le report de la date d'échéance du marché.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

Les grèves ne sont pas considérées comme un cas de force majeure.

ARTICLE 23 – PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, les modalités et le montant applicables aux pénalités en cas de manquement ou de non-conformité des prestations sont définies ci-dessous.

Les pénalités sont cumulables et applicables dès la première constatation.

23.1. – PENALITES POUR RETARD

Sauf retard imputable au pouvoir adjudicateur ou consécutif d'un cas de force majeure dûment justifié, lorsqu'il est envisagé d'appliquer des pénalités pour retard, le titulaire du présent marché est invité à présenter ses observations par écrit dans un délai 10 jours calendaires.

Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées et le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse dans ce délai ou si le pouvoir adjudicateur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard ne lui soit pas imputable, les pénalités pour retard sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG/FCS,

- le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 30% du montant total hors taxes du marché ou du bon de commande ;
- les pénalités de retard dont le montant total est inférieur à 1 000 euros pour l'ensemble du marché sont dues, le titulaire n'en étant pas exonéré.

N°	DESIGNATION	MONTANT	MODALITE D'APPLICATION
1	Défaut de visite de maintenance	100 euros	Par jour ouvré de retard
2	Retard de transmission du rapport d'intervention	50 euros	Par jour ouvré de retard
3	Non-respect du délai de dépannage	100 euros	Par jour ouvré de retard
4	Défaut de transmission du bilan d'émissions de gaz à effet de serre (personnes morales soumises à l'article L229-25 du code de l'environnement)	50 euros	Par jour ouvré de retard

23.2. – PENALITE POUR INDISPONIBILITE

Un matériel est indisponible lorsque, indépendamment du pouvoir adjudicateur, son usage est rendu impossible, soit par le fonctionnement défectueux d'un organe, dispositif ou d'une fonctionnalité qui y est inclus, soit en raison de l'indisponibilité d'un autre élément auquel il est lié par des connexions fournies et entretenues par le titulaire, au moment de l'incident.

L'indisponibilité débute au moment de l'arrivée de la demande d'intervention au titulaire ou, lorsque l'accès au matériel défaillant est retardé du fait du pouvoir adjudicateur, au moment où cet accès devient effectif pour le titulaire.

En application de l'article 14.2.5 du CCAG/FCS et sauf cas de force majeure, lorsque la durée d'indisponibilité observée dépasse huit heures ouvrées pour une maintenance sur le site, le titulaire encourt une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 30$$

Dans laquelle :

P est le montant de la pénalité

V est le montant global et forfaitaire du marché

R est le nombre de jours de retard

23.3. – PENALITE POUR TRAVAIL DISSIMULE

S'il ne s'acquitte pas de ses obligations prévues par le code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, après mise en demeure demeurée sans effet dans le délai fixé par celle-ci, le titulaire encourt une pénalité de : 200 euros par jour calendaire de défaut de transmission des attestations et documents exigés, dans la limite du montant des amendes prévues à titre de sanction pénale.

Les samedis, dimanches et jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités, sauf disposition contraire relative aux pénalités appliquées par jour ouvré de retard.

Les pénalités sont cumulables.

ARTICLE 24 – EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES

En application de l'article 45 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent marché, aux frais et risques du titulaire :

- Soit, lorsque le titulaire n'a pas déferé à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard. La décision de faire exécuter les prestations par un tiers est notifiée par le pouvoir adjudicateur.
Sous réserve qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le titulaire d'œuvre peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans un délai de 2 mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques. S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution du marché dans ce délai, le marché est résilié pour faute du titulaire ;
- Soit, en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à condition

que la décision de résiliation le mentionne expressément.

Le titulaire n'est pas admis à prendre part directement ou indirectement à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il est cependant tenu de fournir toutes les informations recueillies et tous les moyens mis en œuvre qui seraient nécessaires à l'exécution du marché de substitution.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du présent marché résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques est mis à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 25 – RÉSILIATION

Le présent marché peut être résilié dans les conditions définies au chapitre 7 du CCAG/FCS.

Le pouvoir adjudicateur peut décider de mettre fin au marché avant l'achèvement de sa durée d'exécution :

- Pour événements extérieurs au marché dans les cas prévus à l'article 39 du CCAG/FCS ;
- En cas de difficulté d'exécution du marché prévue à l'article 40.1 du CCAG/FCS ;
- Pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG/FCS ;
- Pour motif d'intérêt général en application de l'article 42 du CCAG/FCS. Dans ce cas, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation selon les modalités prévues à l'article précité.

La résiliation peut être prononcée pour faute du titulaire en cas de non-transmission des documents demandés à l'article 4 du présent C.C.P (Dispositif de vigilance – lutte contre le travail dissimulé), après mise en demeure restée infructueuse dans le délai imparti par celle-ci.

En outre, la résiliation peut être prononcée pour faute du titulaire dans les conditions exposées ci-dessous.

Informé par les services compétents du non-respect des obligations mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail (dissimulation d'activité et d'emploi salarié), le pouvoir adjudicateur met en demeure le titulaire de se mettre en conformité avec les dispositions précitées.

Le titulaire doit apporter la preuve de la régularisation de sa situation dans un délai de 15 jours calendaires.

A défaut, le pouvoir adjudicateur informe les services compétents et peut prononcer la résiliation du marché pour faute du titulaire, éventuellement à ses frais et risques.

Par ailleurs, en cas de manquement à l'une des dispositions ci-après en matière de lutte contre la corruption ou de fausse déclaration, la résiliation peut être prononcée pour faute du titulaire sans mise en demeure préalable.

La décision de résiliation est notifiée au titulaire et fait l'objet d'un décompte de résiliation arrêté par le pouvoir adjudicateur.

Sous réserve des dispositions particulières mentionnées au chapitre 7 du CCAG/FCS, la résiliation prend effet à la date fixée par la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

La résiliation ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales

pouvant être intentées.

ARTICLE 26 – DISPOSITIONS RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Les parties s'engagent à exercer leurs activités en stricte conformité avec l'ensemble des dispositions légales et réglementaires nationales, européennes et internationales, en vigueur, en matière de lutte contre la corruption et de trafic d'influence sous toutes ses formes.

Notamment, les parties s'engagent à respecter les dispositions de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique et, d'une manière générale, toutes les dispositions légales et réglementaires équivalentes ou poursuivant les mêmes objectifs, en vigueur en France.

Conformément aux dispositions de la loi précitée, la CCI Seine-et-Marne a mis en œuvre un dispositif adapté à son organisation interne destiné à promouvoir une culture d'intégrité en son sein. Elle s'est dotée d'un code de conduite anti-corruption accessible sur son site internet.

Le titulaire du présent marché déclare avoir pris connaissance des dispositions du code de conduite anti-corruption de la CCI Seine-et-Marne et s'engage à le respecter.

De ce fait, les parties déclarent sur l'honneur :

- Qu'elles s'engagent à respecter les lois et réglementations en matière de lutte contre la corruption ;
- Qu'elles n'aient pas fait l'objet de sanctions civiles ou pénales, en France ou à l'étranger, pour violation des lois et réglementations en matière de lutte contre la corruption et qu'aucune enquête ni procédure pouvant aboutir à de telles sanctions n'est engagée à leur encontre ;
- Qu'à leur meilleure connaissance, aucun dirigeant ni cadre n'a fait l'objet de sanctions civiles ou pénales, en France ou à l'étranger, pour violation des lois et réglementations en matière de lutte contre la corruption et qu'aucune enquête ni procédure pouvant aboutir à de telles sanctions n'est engagée à leur encontre ;
- Qu'elles n'ont accordé ni n'accorderont, directement ou indirectement, aucun don, cadeau, paiement, rémunération ou avantage quelconque à quiconque en vue ou en contrepartie de la conclusion d'un contrat ou d'une commande ;
- Qu'elles fournissent toute assistance nécessaire pour répondre à une demande relative à la lutte contre la corruption, adressée à l'autre partie, par une autorité dûment habilitée.

ARTICLE 27 – CLAUSE DE RÉEXAMEN

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, les dispositions du présent marché peuvent être modifiées sous la forme de clauses de réexamen, dans les hypothèses mentionnées ci-dessous.

- 1) En cas de décision indépendante du marché, prise par le pouvoir adjudicateur, mais ayant un impact sur ses conditions d'exécution – ex. : cessation d'activité, cession, ...
- 2) En cas d'introduction de nouvelles prestations, en substitution ou en complément des prestations initiales, d'évolution d'une ou de plusieurs prestations dans le respect des spécifications du présent C.C.P
- 3) En cas de modification des conditions financières du marché dans les hypothèses suivantes :
 - Modification(s) de l'environnement économique portant durablement atteinte à l'équilibre financier du marché
 - Événement(s) extérieur(s) aux parties, perturbant durablement ou sensiblement l'organisation des prestations
 - Evolution(s) législatives, réglementaires ou de tout autre norme externe s'imposant aux parties et entraînant des variations de charges ou la création de charges nouvelles, non prévisibles et non mesurables à la signature du marché

Dans ces hypothèses, les conditions du marché peuvent être modifiées après réexamen par les parties, à l'initiative de la plus diligente d'entre elles et pendant toute la durée de l'exécution du marché.

Toute modification à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant.

En tout état de cause, la clause de réexamen ne peut avoir pour objet de palier une mauvaise appréciation ou tout autre défaut de la part du titulaire concernant les prestations à exécuter au titre du présent marché.

ARTICLE 28 – CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité dont les conditions sont définies à l'article 5.1 du CCAG/FCS.

Chaque partie est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché, telles que précisées en annexe du présent C.C.P.

A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles donnent lieu à un avenant ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par la CCI Seine-et-Marne.

Le titulaire est destinataire des seules données à caractère personnel strictement nécessaires à l'exécution du présent marché.

La CCI Seine-et-Marne se conforme à toutes les obligations inhérentes à sa qualité de responsable de traitement s'agissant des données communiquées au titulaire.

ARTICLE 29 – DIFFÉRENDS

Les différends sont réglés selon les dispositions du chapitre 8 du CCAG/FCS.

Le droit français est seul applicable.

Les correspondances et autres documents sont rédigés en français.

Les parties s'efforcent de régler à l'amiable tout différend relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché ou à l'exécution des prestations objet des présentes.

Tout différend doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation du titulaire exposant les motifs de ce différend et indiquant le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification. Ce mémoire doit être communiqué au pouvoir adjudicateur dans le délai de 2 mois courant à compter du jour où le différend est apparu. Le délai de communication du mémoire en réclamation est prescrit à peine de forclusion.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 2 mois courant à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Tout différend qui ne pourrait être résolu par accord entre les parties est soumis à la juridiction compétente.

Instance chargée des procédures de recours

Tribunal Administratif de Melun

43 rue de Général de Gaulle, case postale n°8630

77008 Melun Cedex

<http://melun.tribunal-administratif.fr/ta-caa/>

ARTICLE 30 – DÉROGATIONS AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES DES MARCHÉS PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

L'article 6 – Documents contractuels déroge aux dispositions de l'article 4.1 du CCAG/FCS.

L'article 21 – Responsabilité - Assurances déroge aux dispositions de l'article 9 du CCAG/FCS.

L'article 23 – Pénalités déroge aux dispositions des articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG/FCS.

ANNEXE – PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent marché.

Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « Règlement européen sur la protection des données » et de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 « informatique et libertés » modifiée.

Le titulaire s'engage à faire respecter les dispositions du présent article par son personnel et par toute personne qui interviendrait directement ou indirectement pour son compte, notamment ses sous-traitants.

Il conclut par ailleurs avec ces derniers un engagement de sécurité et de confidentialité reprenant les obligations prévues au présent article, afin d'assurer notamment la mise en œuvre des mesures de sécurité et de confidentialité conformément à l'article 32 du Règlement européen sur la protection des données et à la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

La CCI Seine-et-Marne se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un auditeur mandaté, à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour s'assurer du respect de ses obligations, tant par le titulaire que par ses sous-traitants éventuels. Pour ce faire, la CCI Seine-et-Marne se réserve notamment la possibilité de demander au titulaire, à tout moment, la communication de l'engagement de sécurité et de confidentialité conclus avec ses sous-traitants.

Le non-respect des obligations décrites au présent article peut entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire. La responsabilité de celui-ci peut également être engagée sur le fondement de la loi du 6 janvier 1978 « informatique et libertés » modifiée.

L'ensemble des obligations prévues au présent article demeurent valables y compris après la fin du présent accord-cadre.

1. Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de la CCI Seine-et-Marne les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du présent marché.

2. Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- Présenter les garanties suffisantes au sens de la loi du 6 janvier 1978 modifiée ;
- Traiter les données à caractère personnel uniquement pour les seules finalités du traitement et conformément aux instructions de la CCI Seine-et-Marne ;
- Recueillir l'accord des intéressés pour toute collecte de données à caractère personnel lorsque cet accord est requis par la réglementation ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter leur confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel et prennent en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou

services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;

- Ne pas utiliser les documents et fichiers informatiques à des fins autres que celles spécifiées au présent accord-cadre, y compris en ce qui concerne les transferts de données vers un pays tiers, à moins qu'il soit tenu d'y procéder en vertu du droit français ou du droit de l'Union européenne. Dans ce cas, le titulaire doit informer la CCI Seine-et-Marne avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs d'intérêt public ;
- Ne pas communiquer les produits réalisés, documents et fichiers à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître, à savoir la CCI Seine-et-Marne ou les personnes pour le compte desquelles celle-ci procède à l'achat ainsi que le personnel chargé par le titulaire d'exécuter les prestations ;
- Prendre toutes mesures de sécurité matérielle permettant de conserver les fichiers informatiques utilisés dans le cadre du présent accord-cadre et d'éviter toute déformation, endommagement et toute utilisation détournée ou frauduleuse de ceux-ci.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du Règlement européen ou du droit de l'Union ou des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement la CCI Seine-et-Marne.

Le titulaire communique à la CCI Seine-et-Marne la liste et les caractéristiques des traitements (dont les données utilisées) qu'il met en œuvre, pour les besoins du présent accord-cadre, en qualité de responsable du traitement au sens du Règlement général sur la protection des données susmentionné. Il s'interdit toute utilisation et toute cession, à titre gratuit ou à titre onéreux à des fins commerciales, des données utilisées dans ce cadre.

3. Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- L'anonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et services de traitement ;
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, analyser et évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement ;
- Toutes mesures techniques et organisationnelles pour assurer la confidentialité et la sécurité des données lors des opérations de développement et de maintenance du matériel informatique utilisé pour l'exécution du présent marché.

En outre, le titulaire appuie la CCI Seine-et-Marne pour la réalisation, s'il y a lieu, d'analyses d'impact relatives à la protection des données ainsi que la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

4. Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques.

Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit la CCI Seine-et-Marne de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'un prestataire.

Cette information indique clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur.

La CCI Seine-et-Marne dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si la CCI Seine-et-Marne n'a pas émis d'objection pendant le délai précité.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent accord-cadre, pour le compte et selon les instructions de la CCI Seine-et-Marne.

Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées.

Le titulaire demeure pleinement responsable devant la CCI Seine-et-Marne de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

5. Droit d'information et exercice des droits des personnes concernées

Il appartient à la CCI Seine-et-Marne de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Le titulaire prend toutes les mesures nécessaires permettant à la CCI Seine-et-Marne de s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

6. Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à la CCI Seine-et-Marne toute violation de données à caractère personnel, par courrier électronique dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile permettant à la CCI de Seine-et-Marne, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Après accord de la CCI Seine-et-Marne, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente (CNIL), au nom et pour le compte de la CCI Seine-et-Marne, les violations de données à caractère personnel, au plus tard 72 heures après en avoir pris connaissance, sauf si la violation en question n'est pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Dans la mesure où il ne serait pas possible de fournir toutes ces informations concomitamment, celles-ci peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de la CCI Seine-et-Marne, le titulaire communique dans les meilleurs délais, au nom et pour le compte de celle-ci, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

7. Sort des données à caractère personnel

Au terme de la prestation faisant l'objet du traitement des données personnelles, le titulaire s'engage à ne conserver aucune copie des produits réalisés, documents et fichiers informatiques et à les transmettre à la CCI Seine-et-Marne ou, selon les instructions de celle-ci, à produire l'attestation de destruction de ces données, dûment signée par la personne habilitée.

8. Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à la CCI Seine-et-Marne le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au Règlement européen sur la protection des données.

9. Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de la CCI Seine-et-Marne comprenant :

- Le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitement effectués pour le compte de la CCI Seine-et-Marne ;
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant ;
- La description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

10. Documentation

Le titulaire met à la disposition de la CCI Seine-et-Marne la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections par la CCI Seine-et-Marne ou un autre auditeur mandaté, et contribuer à ces audits.